

La démocratie a besoin d'individus capables de courage



A partir de là, mon travail consiste à chercher les outils de régulation démocratique qui sont à portée de main des individus. Mon hypothèse est que les individus sont le socle de la régulation d'une démocratie adulte. Leur assentiment, leur participation active à la vie démocratique sont fondamentaux. Or, Tocqueville a l'intuition géniale typique des sociétés modernes que la démocratie, ce sont de bons principes qui donnent des effets pervers !

LRD : Alors que vous signalez qu'avant la Révolution française, de mauvais principes donnaient de bonnes pratiques. C'est le monde à l'envers !

CF : Ce qui soulève cette première question : comment réduire l'écart entre les principes et les pratiques dans les démocraties ? Pour répondre, Tocqueville pose l'hypothèse que si la démocratie dégénère, dysfonctionne – s'« entropise » (ce n'est bien sûr pas son terme) –, c'est parce que les principes tendent à devenir des passions. Or, la passion de la liberté, ce n'est pas du tout la même chose que le principe de la liberté ; la passion de l'individualisme, c'est très différent du principe d'individuation, etc. Et le problème est que ce travestissement des idéaux démocratiques se fait de manière très démocratique.

On comprend donc bien que si on ne travaille pas sur l'individu, on aura beau avoir les institutions les plus vertueuses qui soient – ce qui, en plus, est extrêmement difficile, voire improbable –, derrière, de toute façon, cela dysfonctionnera. La pratique humaine de la démocratie est naturellement une pratique du contournement, de réitération, de transformation et de dénaturation. Même la rationalisation, ce n'est plus de la raison : c'est une passion de la raison.

A côté du travail sur l'individu, il reste bien sûr nécessaire de s'intéresser à la dimension interplanétaire, globale des très grands enjeux mais, ce faisant, on tend, l'air de rien, à les dématérialiser. Si on ne travaille pas aussi à un niveau plus local, plus incarné, qui renvoie à un soubassement éthique partagé, si on ne s'intéresse pas au consensus qui peut se former autour de ces questions, on passe à côté d'éléments essentiels. Or, très souvent, les déclarations très vertueuses des uns et des autres cachent des consensus trompeurs, de faux consensus.

LRD : Par exemple ?

CF : L'un des plus grands hiatus entre les déclarations de principe et la réalité des pratiques se situe dans le domaine de l'écologie : il y a en apparence un consensus dans la population sur l'importance qu'il convient d'accorder à l'environnement, mais les comportements ne suivent pas².

10 Les démocraties occidentales s'es-soufflent, dérapent, dégèrent. Leur régulation par l'intérêt est arrivée au bout de ce qu'elle pouvait accomplir, estime Cynthia Fleury, chercheuse au Muséum national d'histoire naturelle, psychanalyste et professeure de philosophie politique et morale à l'Université américaine de Paris. Pour lutter contre la dégradation – l'« entropisation » – à l'œuvre dans ces démocraties, pour leur apporter du sang neuf, elle propose, dans *La fin du courage*¹, de recourir à cette vieille vertu : le courage.

Comment enrayer la fin du courage ? Comment mettre cette vertu à l'ordre du jour ? Comment l'inscrire dans les rouages de la démocratie pour apporter des éléments de réponse aux maux qui frappent les sociétés ? Cynthia Fleury explore les soubassements moraux de l'être humain et esquisse des pistes aussi fécondes qu'éclairantes pour revivifier les vieilles démocraties et les rendre notamment aptes à affronter le défi de l'écologie.

LaRevueDurable : La majorité des acteurs qui s'intéressent aux dérèglements du monde dressent des fresques globales des problèmes et des défis, puis envisagent de grandes réformes pour tenter de pacifier les sociétés et de les orienter vers plus de durabilité. Votre approche est différente : vous partez résolument de l'individu. Pourquoi vous y prenez-vous ainsi ?

Cynthia Fleury : Parce que je m'inscris dans le modèle démocratique toquevillien. Alexis de Tocqueville dit que la démocratie produit une nouvelle catégorie d'hommes, l'*Homo democraticus*, c'est-à-dire des hommes qui s'individualisent. Ce qu'il dit là, il faut l'entendre au sens fort : il existe un lien organique entre la superstructure de la démocratie et les individus. Et vice versa : ce qui régénère la démocratie, ce sont les individus, leur responsabilisation notamment.

* Cynthia Fleury est philosophe et chercheuse à l'unité Conservation des espèces, restauration et suivi des populations (Cersp/Muséum-CNRS), à Paris, en France.



LRD : Pourquoi ?

CF : Il y a trois causes majeures. La première, par ordre d'importance, c'est l'argument économique. C'est le « Oui, je suis d'accord, mais cela coûte trop cher. » La deuxième, c'est le temps que cela prend. Le train, c'est bien en principe, mais cela va moins vite que l'avion. Troisième cause : le confort. Là, c'est la douche qui est vécue comme moins agréable que le bain. Voilà les trois obstacles majeurs qu'il faut franchir pour se mettre en cohérence avec ses principes.

« Faire sujet »

LRD : Dans ce travail sur les liens entre le sujet et la démocratie, prolongez-vous une longue tradition de philosophie politique ou explorez-vous un territoire plutôt nouveau ?

CF : Quand Platon ou Aristote décrivent la Cité, quand Aristote dit que la place la plus supposée heureuse pour l'homme, c'est à l'intérieur de la Cité, ils ne disent pas exactement la même chose, mais mon propos fait écho au leur. Quand Socrate dit, lors de son procès : « Avant de vous occuper des affaires publiques, occupez-vous de vous ! », il témoigne aussi d'un souci qui est le mien, à savoir le « souci de soi ». Mais bien sûr, dans la Grèce antique, l'individu n'existe pas.

LRD : Quand apparaît-il ?

CF : Il est fondamentalement une création révolutionnaire, et même postrévolutionnaire. Il est une création moderne. Dans la démocratie athénienne, seuls les citoyens sont des individus. Or, tout le monde n'est pas citoyen. La modernité opère une

scission : tous les individus seront citoyens. Le lien existe donc depuis toujours, les philosophes le dessinent, mais ne l'investissent pas forcément.

La psychanalyse, qui arrive à la fin du XIX^e siècle, pense également cette articulation entre matrices individuelle et collective, mais de façon, là encore, très différente. Des auteurs plus contemporains ont aussi travaillé ce lien, notamment les sociologues Richard Sennett et Christopher Lasch et le philosophe et sociologue Axel Honneth. L'École de Francfort, dont fait partie Honneth, formule les choses bien sûr aussi assez différemment. En même temps, ce lien est dans l'air. Je m'inscris donc dans une tradition qui commence avec Platon, attrape des corpus psychanalytiques, et va jusqu'à l'École de Francfort. Je me sens aussi enfant de Michel Foucault et de Vladimir Jankélévitch.

L'écriture de *La fin du courage* a une autre source : l'écoute de la parole de mes patients. Il était flagrant que la matrice collective venait faire une déflagration dans leur vie alors qu'ils n'avaient pas de vulnérabilité psychique particulière au départ. Ce n'étaient pas des sujets déviants, pervers ou problématiques. Une machine plus grande qu'eux venait les casser.

LRD : Pour reprendre le terme, l'entropie sociale était particulièrement croissante...

CF : Très croissante, oui ! Les sociologies de l'organisation, du management ont notamment bouleversé le monde du travail, un des premiers terrains d'investigation pour cerner cette articulation entre l'individu et le collectif.

De la démocratie en Chine

« Un individu entreprend d'autant moins, se désinvestit d'autant plus de ses capacités qu'il ne comprend pas le lien qui peut exister entre l'individu et le collectif, explique Cynthia Fleury. Le collectif est une illusion dans la mesure où c'est un surcroît donné à des gens qui prennent une ampleur symbolique, poursuit-elle. Par un effet d'assentiment des autres, ce groupe capte un surcroît de légitimité ou de représentativité. Tout cela, très souvent, grâce au travail d'individus charismatiques, qui se sont organisés et ont posé des actes. »

Pour étayer ce propos, Cynthia Fleury se réfère au Prix Nobel de la paix 2010, Liu Xiaobo, dissident chinois aujourd'hui en prison et principal rédacteur de la Charte

08¹ : « Cela fait des années que Liu Xiaobo essaie de mettre en place les prémices d'une démocratie chinoise. Les signataires de cette charte sont plus de trois cents. Ils ont apposé leur signature, mais ne l'ont pas rédigée. Ce qui est déjà essentiel. Les rédacteurs sont une vingtaine.

» Mais en fait, continue Cynthia Fleury, à y regarder de près, ce ne sont que deux ou trois personnes, dont Liu Xiaobo. La charte 08 dessine ainsi un collectif universel qui n'a plus rien à voir avec la somme des individus qui le composent : la Chine, c'est un milliard trois cent mille individus. Mon hypothèse est que la Charte 08 pose les prémices d'une nouvelle constitution chinoise, qui verra le jour dans moins de vingt ans.

» Entre le moment où Liu Xiaobo a commencé son travail précurseur dissident et le moment où l'on assistera peut-être à sa constitutionnalisation, il se sera passé une quarantaine d'années. Quarante ans, ce n'est pas la vérité du moment. La vérité du moment, c'est la machine. La vérité du moment, ce n'est jamais la vérité, c'est toujours une illusion. La vérité du temps long, c'est la capacité pour un individu de participer au grand jeu du monde. On ne participe pas en un coup de baguette magique. Les gens disent : « Quarante ans, c'est long ! » Mais s'ils ne participent pas, on prendra soixante ans ou plus dans la vue. Il est donc fondamental de participer. »

1) *Manifeste pour promouvoir la démocratie en Chine.*



LRD : Pour lutter contre cette dégradation de la démocratie, il faut des individus capables de s'investir. Pour désigner ces personnes, vous dites qu'elles « font sujet » : qu'est-ce que cela signifie ? Comment s'y prennent-elles pour « faire sujet » ?

CF : On croit la relation au sujet évidente. En fait, il n'y a pas une relation évidente entre l'individu et sa subjectivité. Il n'y a pas de théorie spontanée ou naturelle de la subjectivité. La subjectivation, c'est un processus, un travail, un apprentissage. On ne naît pas sujet. Sans travail, l'individu est un être vivant...

LRD : ... ballotté par les événements.

CF : Et qui, un jour, meurt avec le sentiment de n'avoir jamais vécu. Eh oui, parce que faire sujet, c'est faire un acte très précis, lors duquel on cesse de déléguer à autrui. C'est pour cela que j'écris que le courage, c'est une théorie du sujet : quand vous êtes courageux, vous êtes irremplaçable. Vous prenez conscience que ce qui est à faire, Jankélévitch le dit bien : « c'est à vous de le faire ! » C'est une théorie du sujet au sens où l'individu devient enfin acteur.

Il est vrai que l'on croit assez spontanément que la prérogative de l'homme, c'est d'être Sujet. « Je suis un homme, je suis instantanément sujet », se dit-on. Loin de là : être un homme, c'est *apprendre* à faire sujet.

LRD : Ou pas !

CF : En effet ! C'est apprendre à faire sujet ou manquer sa vie d'homme.

LRD : Vous parlez de l'érosion de soi face aux difficultés de la vie et à l'entropie de la société. Pourquoi le fait de faire sujet permet-il de lutter contre cette érosion de soi et, par ricochet, de lutter contre l'entropie démocratique ?

CF : On touche ici au point central. Créer quotidiennement une

incohérence entre la finalité qu'on imagine et les moyens qu'on se donne, désarticuler sans cesse ses principes déclarés de ses pratiques, passer son temps à faire cela, c'est-à-dire perdre tous les jours ce combat de l'articulation entre soi et la société, cela érode le sujet. On pense qu'on va se sortir du piège en se disant qu'on sera le passager clandestin de sa propre absence de morale. En fait, sur le long terme, cela finit par tordre le cou.

LRD : Par exemple, dans le domaine de l'écologie, on se dit concerné, mais on se retranche derrière les trois obstacles que vous avez cités pour ne rien faire ? On ne franchit pas le pas et on attend que la solution vienne des autres, tombe du ciel ?

CF : Par exemple.

LRD : Ce processus qui fait qu'on ne tient pas en tant que passager clandestin de sa propre absence de morale fonctionne-t-il pour tout le monde ? N'est-il pas possible de « tenir » ? Certains ne parviennent-ils pas à parfaitement assumer ce décalage ?

CF : Personne ne l'assume parfaitement. A plus ou moins long terme, il engendre un sentiment de déprime et de mésestime, terriblement mortifère. Certes, les capacités à résister sont plus ou moins fortes. Mais sur le long terme, il n'y a que des perdants. J'ai essayé de montrer que le prix du courage est moins élevé que le prix de la lâcheté précisément parce que le courage protège de l'érosion du sujet.

Ensuite, il faut bien sûr être stratégique. On ne peut pas être de tous les combats et créer tout le temps et en tous lieux de la cohérence entre ses finalités et ses pratiques. Mais il faut le faire sciemment et régulièrement pour éviter cette érosion du sujet et, au mieux, éviter d'atterrir sur le divan d'un psychanalyste en disant : « Mais où suis-je ? » De l'érosion à l'errance, il y a un

De la démocratie écologique en France

LRD : Avez-vous en tête une avancée démocratique dans le domaine de l'écologie qui donne espoir ?

CF : En France, on a constitutionnalisé le principe de précaution en intégrant la Charte de l'environnement au bloc constitutionnel en 2005. Ce n'est pas rien.

LRD : Mais ce n'est pas suffisant !

CF : Certes, mais cela crée un outil normatif important. Pour créer du continuum et de l'exemplarité collective, il faut donner des instruments normatifs à ceux qui emprunteront ce chemin. A l'intérieur de la constitutionnalité, il y a ce qu'on aimerait

faire et ce qu'on fait. Aujourd'hui, il y a une tolérance par rapport à ce qu'on aimerait faire. Dans vingt ans, il n'y aura plus cette tolérance. L'article 2 de la charte dit : « Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement. ». A court terme, ce geste semble insuffisant. Sur le long terme, il ne restera pas anodin.

LRD : Avez-vous d'autres exemples ?

CF : Le Grenelle 2 aussi est totalement insuffisant. On le sait. Sauf que, par exemple, l'article 225 dit que dorénavant, les normes comptables doivent intégrer le

capital social, immatériel de l'entreprise, ses valeurs, sa responsabilité sociétale citoyenne, etc. Dorénavant, les entreprises doivent délivrer un bilan unifié, où de telles actions sont valorisées. Idem avec la norme ISO 26000. Bien sûr, la norme n'est pas contraignante, mais elle met en place un habitus, une forme de pression et de normalisation collective. A terme, cela fait évoluer le droit coutumier et les comportements. Et surtout, cela donne à ceux qui sont à l'avant-garde des arguments pour continuer. Petit à petit, la charge de la preuve s'inverse.

LRD



continuum de déflagration du sujet. Au pire, chercher cette cohérence permet d'éviter de finir sur le trottoir.

Du sujet courageux

LRD : Le courage est au cœur de vos analyses et propositions : comment en êtes-vous arrivé à vous y intéresser ?

CF : Mon travail consiste à identifier les outils de régulation et les vertus démocratiques qu'on peut solliciter pour protéger une démocratie de son propre exercice. Ce qui renvoie à une longue tradition. Tous les philosophes politiques, de tradition républicaine ou libérale, s'interrogent sur ce qui constitue les piliers d'une société.

La tradition républicaine révolutionnaire, la position robespierriste dit notamment que la République tient par la vertu des hommes. C'est l'idée fantasmatique que le peuple est vertueux. Thomas Jefferson, le plus républicain des libéraux américains – il est beaucoup moins libéral que James Madison – parle d'un instinct moral du peuple. Il y a donc au départ ce grand mythe du peuple vertueux qui tiendrait l'exercice républicain.

Quelques décennies plus tard, Tocqueville constate que cela ne fonctionne pas. Car ce qui est couplé à la vertu, c'est la Terreur. Il prend acte que le schème républicain est rigide, sectaire, et qu'il met, au final, la société en danger. Il vise donc un idéal plus médiocre, mais plus protecteur. Au point que ce n'est d'ailleurs plus un idéal : il considère que ce qui régule la société, c'est l'intérêt. Il appelle cela « la doctrine de l'intérêt bien entendu ». Ce n'est ni l'intérêt public, ni l'intérêt privé, c'est l'intérêt sur lequel on s'entend.

Or, je crois qu'on est arrivé au bout du bout de la régulation par l'intérêt sur lequel on s'entend. Je crois que cela est fini. Mais je crois aussi que retourner à l'idée d'une régulation par la vertu est funeste. Je pose donc l'hypothèse d'une régulation par le courage.

LRD : Mais pourquoi le courage, justement ? Comment êtes-vous tombé sur le courage ?

CF : Une des grandes marques de dysfonctionnement des démocraties modernes adultes, celles qui ont deux siècles de pratique démocratique, c'est qu'elles jettent un voile de Maya, un voile d'illusion sur leur propre fonctionnement. Pour le dire sommairement, la démocratie, ce serait du statu quo, cela marcherait tout seul. L'automatisme comme projet démocratique, c'est d'ailleurs un rêve libéral. Mais la réalité est bien différente. La démocratie n'est notamment pas assimilable aux droits, mais aux conditions de possibilité des droits. Ce qui est très différent.

La démocratie, c'est toujours un combat, mille camps qui s'affrontent. Schématiquement, on peut en distinguer deux. L'un est

conservateur, patrimonial, rentier, plutôt fondé sur l'establishment. L'autre est plus progressiste. Celui qui se dessaisit du courage fait que le rapport de forces entre ces deux camps penchera du côté qui dessert ses intérêts. Le courage est démocratiquement nécessaire, car la dynamique de la démocratie est celle du combat. Les démocraties adultes donnent l'apparence du statu quo parce qu'elles ont des institutions, une administration, une bureaucratie...

LRD : ... mais trop peu de sujets qui la vivifient.

CF : Exactement. Et qui se disent : « L'idée que la machine va protéger mes droits est une illusion. »

Double illusion

LRD : Vous dites qu'un retour à la régulation par les vertus serait funeste. Or, le courage est une vertu. Qu'est-ce qui la différencie des autres vertus ? Qu'est-ce qui la protège des dérives qui guettent les autres vertus ?

CF : Jankélévitch décrit le courage comme la vertu cardinale, c'est-à-dire celle qui rend opérationnelles les autres vertus. Pour être juste, il faut être courageux. Pour aimer, il faut être courageux. Le courage est une vertu qui « s'oblige », mais qui n'oblige personne. Le courage imposé à autrui, ce n'est pas le courage, c'est éventuellement la passion du courage qui peut confiner à l'orgueil ou à l'honneur.

LRD : Ce qui distingue le courage des autres vertus, c'est le fait qu'il ne s'applique qu'à soi ?

CF : C'est d'abord une vertu individuelle dans la mesure où ce n'est pas parce que quelqu'un est courageux que d'autres le seront et vice versa. Il n'y a pas de *mimésis* du courage. En même temps, *La fin du courage* défend l'hypothèse qu'il y a un continuum du courage, une fabrication collective du courage, de l'exemplarité, que le courage s'apprend. Le paradoxe est le suivant : il n'y a d'éthique du courage qu'individuelle, mais il n'y a d'éthique du courage durable que collective.

Ce n'est en fait pas tant que les individus soient lâches, mais ils sont victimes de l'une ou l'autre de deux illusions. L'une est que la machine les protège. L'autre est qu'elle ne les protège pas. Les uns se donnent à raison perdue à la machine en disant que la démocratie va défendre l'égalité, la liberté, etc. alors que ce qui défend ces avancées, ce sont les mouvements sociaux. C'est-à-dire eux et non pas la superstructure. La superstructure est une illusion. Les autres sont victimes de l'illusion que la mondialisation est trop forte et qu'ils ne peuvent que la subir. Au sujet de l'environnement, on assiste souvent à ce phénomène : les individus se jugent sans poids devant les superstructures qui dysfonctionnent.

**Le prix
du courage
est moins élevé
que le prix
de la lâcheté**



LRD : Ici, on ne parle plus de ceux qui se déclarent convaincus qu'il faudrait agir et n'agissent pas parce que cela coûte trop cher, prend trop de temps et est inconfortable : on parle de ceux qui pensent qu'agir n'est tout simplement pas de leur ressort.

CF : Oui, et qui disent qu'ils s'y mettront le jour où la superstructure s'y mettra. Ceux-là se désinvestissent tout de suite. Ils considèrent qu'ils ne peuvent pas être acteurs de la résolution des problèmes. Il est intéressant de voir qu'au final, les deux types de personnes, celles qui se désinvestissent et pointent la responsabilité étatique, et celles qui se déclarent convaincues du problème, mais conditionnent leurs actes aux différentes variables décrites plus haut, agissent aussi peu les unes que les autres.

LRD : Le troisième niveau, ce sont ceux qui deviennent ce qu'on appelle des « héros ordinaires »³. Le héros a le courage de prendre les choses en main – le climat en l'occurrence – et d'affirmer : « Il me revient d'agir pour me mettre en accord avec mes idéaux. »

CF : Le courage est bien une vertu ordinaire.

Sisyphes heureux

LRD : Cela dit, du côté du climat, les raisons de se sentir totalement impuissant sont aiguës. Il y a la non-exemplarité des élites qui nagent dans un consumérisme ostentatoire. Il y a les grandes entreprises qui profitent de règles du jeu terriblement mal ficelées⁴ et qui font tout pour qu'elles le restent⁵. Il y a les Etats et les banques qui continuent de subventionner massivement les énergies fossiles⁶, etc. Une personne lucide a une foule de raisons de se dire : « C'est trop ! Cela me dépasse : je n'y peux rien ! »

CF : La lucidité est une vertu importante, qui permet de prendre acte des faits. Mais il ne s'agit pas que d'une affaire de lucidité, il s'agit aussi d'une affaire de choix. Et si un certain choix est juste, le philosophe considère qu'il faut produire ce choix indépendamment du résultat. Le fait que cela va marcher ou pas, c'est une autre question. La légitimation de l'action par le résultat, cela s'appelle l'utilitarisme.

LRD : A propos des solutions à mettre

en œuvre, par exemple la

démocratie en Chine ou la prise en compte de l'écologie en France, vous expliquez que les choses ne pourront se faire que dans la durée. Vous parlez d'une temporalité sur plusieurs décennies. Or, en matière de climat notamment, le problème se pose avec une urgence extrême. Tous les spécialistes disent que le temps est désormais très compté.

CF : La vérité scientifique, c'est : « On n'a plus le temps. » La vérité sociale, c'est : « On a tout notre temps. » Le compromis d'une vérité sociale et d'une vérité scientifique, c'est : « Il faut s'y mettre ! »

Je suis d'accord avec les scientifiques, mais ils font aussi cela pour accélérer les choses. Or, derrière, cela résiste extrêmement fort, notamment parce qu'il y a un effet pervers à dire qu'il n'y a plus le temps. On peut alors se dire : « A bon ? Mais alors si c'est déjà trop tard, à quoi bon ? »

Pour réajuster la vérité sociale à la vérité scientifique et, au final, humaine, puisque c'est de cela dont il s'agit, de la durabilité d'un monde humain partagé, il faut s'y mettre. D'où la régulation par le courage : il faut avoir le courage de s'y mettre, et de tenir. Il faut imaginer Sisyphes heureux poussant son rocher pendant que les autres jouent à la balle. Il faut du courage pour se dire : « Je suis seul à accomplir une tâche qui est plus forte que moi. » ■

1) Cynthia Fleury. *La fin du courage*, Fayard, Paris, 2010.

2) Roesch A. *L'écocitoyenneté et son pilier éducatif : le cas français*, L'Harmattan, Paris, 2003.

3) www.leclimatentrenosmains.org

4) *LaRevueDurable*. *Les dérives de la finance carbone*, *LaRevueDurable* n° 40, décembre 2010-janvier 2011, pp. 32-35.

5) *LaRevueDurable*. *Deux gros profiteurs du marché européen du carbone torpillent la politique climatique de Barack Obama*, *ibid*, p. 31.

6) *LaRevueDurable*. *Des associations cherchent à détourner la Banque mondiale des énergies fossiles*, *ibid*, pp. 27-30.

Recommandations pratiques pour commencer à « faire sujet »

LRD : Il faut faire sujet, être courageux, constituer des collectifs qui acquièrent une légitimité qui leur donne un pouvoir d'action. Mais avez-vous des recommandations un peu plus pratiques et immédiates pour tous ceux qui veulent commencer à agir en matière d'environnement ? Comment peuvent-ils se mettre en route ? Par quel bout peuvent-ils prendre les choses en main ?

CF : La première recommandation pratique, c'est d'entrer dans cette idée qu'on est un acteur du système. De s'en convaincre. Il

est difficile d'agir lorsqu'on est convaincu de son inutilité ou de sa non-valeur.

LRD : Mais la littérature dit aussi que ce n'est pas parce qu'on est authentiquement touché par les problèmes écologiques et qu'on a l'intention d'agir qu'on sait comment s'y prendre.

CF : Cela est vrai. Mais on peut se renseigner sur internet, grâce à la presse, aux revues et dire : « J'avance à mon rythme. » Cela consiste à commencer à créer un autre ethos, une autre manière d'être : « J'essaie

de me séparer, dans ma vie quotidienne, de choses trop consuméristes, et de transmettre ces valeurs à la génération d'après. » On peut se saisir de ce qu'on peut changer dans son quotidien : si je peux déjà changer cela, je le fais. Ensuite, j'essaie de m'organiser. Les actes individuels ponctuels, c'est bien, mais insuffisant. J'essaie donc de créer des synergies avec ceux qui sont convaincus du problème et veulent eux aussi agir. Et pour ceux qui ne sont toujours pas convaincus, je fais un travail sur l'information.

LRD